



Kharkov et la mobilisation

Par [Jacques Baud](#)

Mondialisation.ca, 06 octobre 2022

[La voix de la Syrie](#) 3 octobre 2022

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

La reconquête de la région de Kharkov, début septembre, apparaît comme un succès pour les forces ukrainiennes. Nos médias ont exulté et relayé la propagande ukrainienne pour nous donner une image qui n'est pas tout à fait exacte. Un examen plus attentif des opérations aurait pu inciter l'Ukraine à être plus prudente.

D'un point de vue militaire, cette opération est une victoire tactique pour les Ukrainiens et une victoire opérationnelle/stratégique pour la coalition russe.

Du côté ukrainien, Kiev était sous pression pour obtenir un certain succès sur le champ de bataille. Volodymyr Zelensky avait peur d'une lassitude de l'Occident et que son soutien s'arrête. C'est pourquoi les Américains et les Britanniques le pressent de mener des offensives dans le secteur de Kherson. Ces offensives, entreprises de manière désorganisée, avec des pertes disproportionnées et sans succès, ont créé des tensions entre Zelensky et son état-major.

Depuis plusieurs semaines, les experts occidentaux s'interrogent sur la présence des Russes dans la région de Kharkov, car ils n'avaient manifestement pas l'intention de combattre dans la ville. En réalité, leur présence dans cette zone ne visait qu'à affubler les troupes ukrainiennes afin qu'elles ne se rendent pas dans le Donbass, qui est le véritable objectif opérationnel des Russes.

En août, des indices laissaient penser que les Russes avaient prévu de quitter la zone bien avant le début de l'offensive ukrainienne. Ils se sont donc retirés en bon ordre, ainsi que certains civils qui auraient pu faire l'objet de représailles. Pour preuve, l'énorme dépôt de munitions de Balaklavya était vide lorsque les Ukrainiens l'ont trouvé, ce qui prouve que les Russes avaient évacué en bon ordre tout le personnel et le matériel sensibles plusieurs jours auparavant. Les Russes avaient même quitté les zones que l'Ukraine n'avait pas attaquées. Seules quelques troupes de la Garde nationale russe et de la milice du Donbass étaient encore présentes lorsque les Ukrainiens sont entrés dans la zone.

À ce moment-là, les Ukrainiens étaient occupés à lancer de multiples attaques dans la région de Kherson, ce qui avait entraîné des revers répétés et des pertes énormes pour leur armée depuis août. Lorsque les services de renseignement américains ont détecté le départ des Russes de la région de Kharkov, ils ont vu une opportunité pour les Ukrainiens de remporter un succès opérationnel et ont transmis l'information. L'Ukraine a donc brusquement décidé d'attaquer la région de Kharkov qui était déjà pratiquement vide de troupes russes.

Apparemment, les Russes ont anticipé l'organisation de référendums dans les oblasts de Lougansk, Donetsk, Zaporozhe et Kherson. Ils ont réalisé que le territoire de Kharkov n'était pas directement pertinent pour leurs objectifs, et qu'ils se trouvaient dans la même situation qu'avec l'île des Serpents en juin : l'énergie nécessaire pour défendre ce territoire était supérieure à son importance stratégique.

En se retirant de Kharkov, la coalition russe a pu consolider sa ligne de défense derrière la rivière Oskoll et renforcer sa présence dans le nord du Donbass. Elle a ainsi pu réaliser une avancée significative dans la zone de Bakhmut, un point clé du secteur Slavyansk-Kramatorsk, qui constitue le véritable objectif opérationnel de la coalition russe.

Comme il n'y avait plus de troupes à Kharkov pour « coincer » l'armée ukrainienne, les Russes ont dû s'attaquer aux infrastructures électriques pour empêcher les renforts ukrainiens par train vers le Donbass.

Résultat, aujourd'hui, toutes les forces de la coalition russe se trouvent à l'intérieur de ce qui pourrait devenir les nouvelles frontières de la Russie après les référendums dans les quatre oblasts du sud de l'Ukraine.

Pour les Ukrainiens, c'est une victoire à la Pyrrhus. Ils ont avancé dans Kharkov sans rencontrer de résistance et il n'y a pratiquement pas eu de combats. Au lieu de cela, la région est devenue une immense « zone de mort » (« ???? ????????? »), où l'artillerie russe a détruit un nombre estimé de 4 000 à 5 000 Ukrainiens (environ 2 brigades), tandis que la coalition russe n'a subi que des pertes marginales en l'absence de combats.

Ces pertes s'ajoutent à celles des offensives de Kherson. Selon Sergei Shoigu, ministre russe de la défense, les Ukrainiens ont perdu environ 7 000 hommes au cours des trois premières semaines de septembre. Bien que ces chiffres ne puissent être vérifiés, leur ordre de grandeur correspond aux estimations de certains experts occidentaux. En d'autres termes, il semble que les Ukrainiens aient perdu environ 25 % des 10 brigades qui ont été créées et équipées ces derniers mois avec l'aide occidentale. On est loin de l'armée d'un million d'hommes évoquée par les dirigeants ukrainiens.

D'un point de vue politique, c'est une victoire stratégique pour les Ukrainiens, et une perte tactique pour les Russes. C'est la première fois que les Ukrainiens reprennent autant de territoires depuis 2014, et les Russes semblent perdre. Les Ukrainiens ont pu profiter de cette occasion pour communiquer sur leur victoire finale, déclenchant sans doute des espoirs exagérés et les rendant encore moins disposés à s'engager dans des négociations.

C'est pourquoi Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a déclaré que le moment « n'est pas à l'apaisement. » Cette victoire à la Pyrrhus est donc un cadeau empoisonné pour l'Ukraine. Elle a conduit l'Occident à surestimer les capacités des forces ukrainiennes et à les pousser à s'engager dans de nouvelles offensives, au lieu de négocier.

Les mots « victoire » et « défaite » doivent être utilisés avec précaution. Les objectifs déclarés de « démilitarisation » et de « dénazification » de Vladimir Poutine ne visent pas à gagner des territoires, mais à détruire la menace qui pèse sur le Donbass. En d'autres termes, les Ukrainiens se battent pour un territoire, tandis que les Russes cherchent à détruire des capacités. D'une certaine manière, en s'accrochant au territoire, les Ukrainiens facilitent la tâche des Russes. On peut toujours regagner un territoire, mais pas des vies humaines.

En croyant affaiblir la Russie, nos médias encouragent la disparition progressive de la société ukrainienne. Cela semble paradoxal, mais cela correspond à la façon dont nos dirigeants voient l'Ukraine. Ils n'ont pas réagi aux massacres de civils ukrainiens russophones dans le Donbass entre 2014 et 2022, et ne mentionnent pas non plus les pertes de l'Ukraine aujourd'hui. En fait, pour nos médias et nos autorités, les Ukrainiens sont une sorte d' »Untermenschen » dont la vie ne sert qu'à satisfaire les objectifs de nos politiciens.

Entre le 23 et le 27 septembre, quatre référendums étaient en cours, et les populations locales doivent répondre à des questions différentes selon leur région. Dans les républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk, qui sont officiellement indépendantes, la question est de savoir si la population veut rejoindre la Russie. Dans les oblasts de Kherson et de Zaporozhe, qui font toujours officiellement partie de l'Ukraine, la question est de savoir si la population veut rester au sein de l'Ukraine, si elle veut être indépendante ou si elle veut faire partie de la Russie.

Cependant, il y a encore des inconnues à ce stade, comme par exemple quelles seront les frontières des entités qui seront rattachées à la Russie. Seront-elles les frontières des zones occupées aujourd'hui par la coalition russe ou les frontières des régions ukrainiennes ? Si c'est la deuxième solution, alors nous pourrions encore avoir des offensives russes pour saisir le reste des régions (oblasts).

Il est difficile d'estimer le résultat de ces référendums, même si l'on peut supposer que les Ukrainiens russophones voudront très probablement quitter l'Ukraine. Les sondages, dont la fiabilité ne peut être évaluée, suggèrent que 80 à 90 % d'entre eux sont favorables à l'adhésion à la Russie. Cela semble réaliste en raison de plusieurs facteurs.

Tout d'abord, depuis 2014, les minorités linguistiques en Ukraine sont soumises à des restrictions qui en font des citoyens de 2ème classe. En conséquence, la politique ukrainienne a fait que les citoyens russophones ne se sentent plus ukrainiens. Cela a même été souligné par la loi sur les droits des peuples autochtones en juillet 2021, qui est un peu l'équivalent des lois de Nuremberg de 1935, qui donnent des droits différents aux citoyens en fonction de leur origine ethnique. C'est pourquoi Vladimir Poutine a écrit un article le 12 juillet 2021 appelant l'Ukraine à considérer les russophones comme faisant partie de la nation ukrainienne et à ne pas les discriminer comme le propose la nouvelle loi.

Bien sûr, aucun pays occidental n'a protesté contre cette loi, qui s'inscrit dans la continuité de l'abolition de la loi sur les langues officielles en février 2014, qui a été la raison de la sécession de la Crimée et du Donbass.

Deuxièmement, dans leur lutte contre la sécession du Donbass, les Ukrainiens n'ont jamais essayé de gagner les « cœurs et les esprits » des insurgés. Au contraire, ils ont tout fait pour les éloigner davantage en les bombardant, en minant leurs routes, en coupant l'eau potable, en arrêtant le paiement des pensions et des salaires, ou encore en stoppant tous les services bancaires. C'est tout le contraire d'une stratégie anti-insurrectionnelle efficace.

Enfin, les frappes d'artillerie et de missiles contre la population de Donetsk et d'autres villes de la région de Zaporozhe et de Kherson, dans le but d'intimider la population et de l'empêcher de se rendre aux urnes, éloignent encore plus la population locale de Kiev. Aujourd'hui, la population russophone a peur des représailles ukrainiennes si les référendums ne sont pas acceptés.

Nous sommes donc dans une situation où les pays occidentaux annoncent qu'ils ne reconnaîtront pas ces référendums, mais d'un autre côté, ils n'ont absolument rien fait pour encourager l'Ukraine à avoir une politique plus inclusive avec ses minorités. En fin de compte, ce que ces référendums pourraient révéler, c'est qu'il n'y a jamais vraiment eu de nation ukrainienne inclusive.

De plus, ces référendums vont geler une situation et rendre les conquêtes de la Russie irréversibles. Il est intéressant de noter que si l'Occident avait laissé Zelensky poursuivre la proposition qu'il a faite à la Russie fin mars 2022, l'Ukraine aurait plus ou moins conservé sa configuration d'avant février 2022. Pour rappel, Zelensky avait fait une première demande de négociation le 25 février, que les Russes avaient acceptée, mais que l'Union européenne avait refusée en fournissant un premier paquet de 450 millions d'euros en armes. En mars, Zelensky a fait une autre offre que la Russie a accueillie favorablement et était prête à discuter, mais l'Union européenne est à nouveau venue l'en empêcher avec un deuxième paquet de 500 millions d'euros d'armes.

Comme l'explique *Ukrainskaya Pravda*, Boris Johnson a appelé Zelensky le 2 avril et lui a demandé de retirer sa proposition, faute de quoi l'Occident cesserait son soutien. Puis, le 9 avril, lors de sa visite à Kiev, « Bojo » a répété la même chose au président ukrainien. L'Ukraine était donc prête à négocier avec la Russie, mais l'Occident ne veut pas de négociations, comme « Bojo » l'a encore clairement indiqué lors de sa dernière visite en Ukraine en août.

C'est certainement la perspective qu'il n'y aura pas de négociations qui a incité la Russie à s'engager dans des référendums. Il faut rappeler que jusqu'à présent, Vladimir Poutine avait toujours rejeté l'idée d'intégrer les territoires du sud de l'Ukraine à la Russie.

Il convient également de rappeler que si l'Occident était si attaché à l'Ukraine et à son intégrité territoriale, la France et l'Allemagne auraient certainement rempli leurs obligations au titre des accords de Minsk avant février 2022. En outre, elles auraient laissé Zelensky aller de l'avant avec son projet d'accord avec la Russie en mars 2022. Le problème est que l'Occident ne cherche pas l'intérêt de l'Ukraine, mais à affaiblir la Russie.

Mobilisation partielle

Concernant l'annonce par Vladimir Poutine d'une mobilisation partielle, il convient de rappeler que la Russie est intervenue en Ukraine avec beaucoup moins de troupes que ce que l'Occident juge nécessaire pour mener une campagne offensive. Il y a deux raisons à cela. Premièrement, les Russes s'appuient sur leur maîtrise de « l'art opératif » et jouent avec leurs modules opérationnels sur le théâtre d'opérations comme un joueur d'échecs. C'est ce qui leur permet d'être efficaces avec des effectifs réduits. En d'autres termes, ils savent comment mener des opérations de manière efficace.

La deuxième raison que nos médias ignorent délibérément est que la grande majorité des actions de combat en Ukraine est menée par les milices du Donbass. Au lieu de dire « les Russes », ils devraient (s'ils étaient honnêtes) dire « la coalition russe » ou « la coalition russophone. » En d'autres termes, le nombre de troupes russes en Ukraine est relativement faible. En outre, la pratique russe consiste à ne garder les troupes que pour une période limitée dans la zone d'opérations. Cela signifie qu'ils ont tendance à effectuer une rotation des troupes plus fréquemment que l'Occident.

À ces considérations générales s'ajoutent les conséquences possibles des référendums dans le sud de l'Ukraine, qui sont susceptibles d'étendre la frontière russe de près de 1000 kilomètres. Cela nécessitera des capacités supplémentaires pour construire un système de défense plus robuste, pour construire des installations pour les troupes, etc. En ce sens, cette mobilisation partielle est une bonne idée. En ce sens, cette mobilisation partielle est une conséquence logique de ce que nous avons vu ci-dessus.

On a beaucoup parlé en Occident de ceux qui ont cherché à quitter la Russie pour éviter la mobilisation. Ils existent certainement, comme ces milliers d'Ukrainiens qui ont cherché à échapper à la conscription et que l'on peut voir dans les rues de Bruxelles au volant de puissantes et coûteuses voitures de sport allemandes ! On a beaucoup moins parlé des longues files d'attente de jeunes devant les bureaux de recrutement militaire et des manifestations populaires en faveur de la décision de mobilisation !

Menaces nucléaires

Quant aux menaces nucléaires, dans son discours du 21 septembre, Vladimir Poutine a évoqué le risque d'escalade nucléaire. Naturellement, les médias complotistes (c'est-à-dire ceux qui construisent des récits à partir d'informations sans rapport) ont immédiatement parlé de » menaces nucléaires. »

En réalité, ce n'est pas vrai. Si nous lisons les termes du discours de Poutine, nous pouvons constater qu'il n'a pas menacé d'utiliser des armes nucléaires. En fait, il ne l'a jamais fait depuis le début de ce conflit en 2014. Cependant, il a mis en garde l'Occident contre l'utilisation de telles armes. Je vous rappelle que le 24 août, Liz Truss a déclaré qu'il était acceptable de frapper la Russie avec des armes nucléaires, et qu'elle était prête à le faire, même si cela devait conduire à un « anéantissement global ! » Ce n'est pas la première fois que l'actuel Premier ministre britannique fait une telle déclaration, qui avait déjà suscité des avertissements du Kremlin en février. De plus, je vous rappelle qu'en avril de cette année, Joe Biden a décidé de s'écarter de la politique américaine de « non-utilisation en premier » et se réserve donc le droit d'utiliser les armes nucléaires en premier.

Il est donc clair que Vladimir Poutine ne fait pas confiance aux comportements occidentaux totalement irrationnels et irresponsables, prêts à sacrifier leurs propres citoyens pour atteindre des objectifs guidés par le dogmatisme et l'idéologie. C'est ce qui se passe en ce moment dans le domaine de l'énergie et des sanctions, et c'est ce que Liz Truss est prête à faire avec les armes nucléaires. Poutine est certainement inquiet des réactions de nos dirigeants qui se trouvent dans des situations de plus en plus inconfortables en raison de la situation économique et sociale catastrophique qu'ils ont créée par leur incompétence. Cette pression sur nos dirigeants pourrait les conduire à une escalade du conflit juste pour ne pas perdre la face.

Dans son discours, Vladimir Poutine ne menace pas d'utiliser des armes nucléaires, mais d'autres types d'armes. Il pense bien sûr aux armes hypersoniques, qui n'ont pas besoin d'être nucléaires pour être efficaces et qui peuvent déjouer les défenses occidentales. Par ailleurs, contrairement à ce que disent nos médias, l'utilisation d'armes nucléaires tactiques n'est plus dans la doctrine d'emploi russe depuis de nombreuses années. De plus, contrairement aux Etats-Unis, la Russie a une politique de non-utilisation en premier.

En d'autres termes, ce sont les Occidentaux et leur comportement erratique qui sont les véritables facteurs d'insécurité.

Je ne suis pas sûr que nos hommes politiques aient une vision claire et objective de la situation. Les récents tweets d'Ignazio Cassis montrent que son niveau d'information est faible. Tout d'abord, lorsqu'il évoque le rôle et la neutralité de la Suisse en proposant ses bons offices, il est un peu déconnecté de la géographie. Dans l'esprit de la Russie, la Suisse a abandonné son statut de neutralité et si elle veut jouer un rôle constructif dans ce conflit, elle devra démontrer sa neutralité. Nous en sommes très, très loin.

Deuxièmement, lorsque Cassis a fait part à Lavrov de son inquiétude quant à l'utilisation des armes nucléaires, il n'a manifestement pas compris le message de Vladimir Poutine. Le problème des dirigeants occidentaux d'aujourd'hui est qu'aucun d'entre eux n'a actuellement la capacité intellectuelle de faire face aux défis qu'ils ont eux-mêmes créés par leur propre bêtise. Cassis aurait probablement été mieux inspiré d'exprimer ses préoccupations à Truss et Biden !

Les Russes – et Vladimir Poutine en particulier – ont toujours été très clairs dans leurs déclarations et ont constamment et méthodiquement fait ce qu'ils ont dit qu'ils feraient. Ni plus, ni moins. On peut bien sûr ne pas être d'accord avec ce qu'il dit, mais c'est une erreur majeure et probablement même criminelle de ne pas écouter ce qu'il dit. Car si nous l'avions écouté, nous aurions pu éviter que la situation ne devienne ce qu'elle est.

Il est également intéressant de comparer la situation générale actuelle avec ce qui était décrit dans les rapports de la RAND Corporation publiés en 2019 comme le plan directeur pour tenter de déstabiliser la Russie.

96 Extending Russia: Competing from Advantageous Ground

This chapter describes six possible U.S. moves in the current geopolitical competition: providing lethal arms to Ukraine, resuming support to the Syrian rebels, promoting regime change in Belarus, exploiting Armenian and Azeri tensions, intensifying attention to Central Asia, and isolating Transnistria (a Russian-occupied enclave within Moldova). There are several other possible geopolitical moves discussed in other RAND research but not directly evaluated here—including intensifying NATO's relationship with Sweden and Finland, pressuring Russia's claims in the Arctic, and checking Russia's attempts to expand its influence in Asia.³

Figure 1 – Extrait du document de 2019 de la RAND Corporation sur la façon de déstabiliser la Russie. Ce document montre que les États-Unis visaient une campagne de subversion contre la Russie, dans laquelle l'Ukraine n'était qu'un instrument malheureux.

Comme nous pouvons le constater, ce à quoi nous assistons est le résultat d'un scénario soigneusement planifié. Il est très probable que les Russes aient pu anticiper ce que l'Occident préparait contre eux. La Russie a ainsi pu se préparer politiquement et diplomatiquement à la crise qui allait être créée. C'est cette capacité d'anticipation

stratégique qui montre que la Russie est plus stable, plus efficace et plus performante que l'Occident. C'est pourquoi je pense que si ce conflit doit s'intensifier, ce sera plus à cause de l'incompétence occidentale qu'à cause d'un calcul russe.

Jacques Baud

Jacques Baud est un expert en géopolitique très respecté qui a publié de nombreux articles et ouvrages, dont Poutine : Maître du jeu ? Gouverner avec les fake news, et L'Affaire Navalny. Son livre le plus récent porte sur la guerre en Ukraine et s'intitule Opération Z

La source originale de cet article est [La voix de la Syrie](#)

Copyright © [Jacques Baud](#), [La voix de la Syrie](#), 2022

Articles Par : [Jacques Baud](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca